

Envoyé en préfecture le 27/11/2022

Reçu en préfecture le 27/11/2022

Publié le 28/11/2022

ID : 084-218401230-20221124-2022DEL105-DE



REPUBLIQUE FRANCAISE / LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE / REGION PROVENCE ALPES COTES D'AZUR – DEPARTEMENT de VAUCLUSE – ARRONDISSEMENT de CARPENTRAS

	<b>DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAULT</b> <b>Mairie de Sault – Hôtel de ville – BP 2 – 84390 SAULT</b> Tél : 04.90.64.02.30 – Télécopie : 04.90.64.08.59 – Courriel : <a href="mailto:mairie-sault-84@orange.fr">mairie-sault-84@orange.fr</a> N°INSEE Commune : 123 - N° INSEE Arrondissement : 3 Poste Comptable : Centre des Finances Publiques de CARPENTRAS Identifiants INSEE : Catégorie juridique : 7210 – Commune - SIRET : 218401230 00014 – Code NAF-APE : 8411Z		
	<b>Séance du 24 novembre 2022 à 18h00</b>		
EFFECTIF LEGAL du CONSEIL : 15	PRESENTS	ABSENTS EXCUSES	DATE DE LA CONVOCATION
NOMBRE DE MEMBRES EN EXERCICE : 15	11	4	18 novembre 2022
<b>DELIBERATION N° 2022/105</b> <b>Avenant convention d'occupation d'un local communal par l'association « les restaurants du cœur ».</b>			

**Présents** : Mesdames / Messieurs Claude LABRO, Jean-Pierre RANCHON, Martine SALVAGNO, Magali MALAVARD, Dominique ROUX-BARBAUD, Corinne BOUYSSOU, Cyrille FERRO-STEYAERT, Jean-Stéphane FRANCESCHI, Christian ROUCHET, Bruno GIRE, ESTELLE FAGOT

**Absent (s) excusé (s)** : Marcel MILLOT, Angélique ERARD, Angélique PASCAL

**Absent (s)** : Eolia WEYHAUPT-THIEBAUT

**Ayant donné pouvoir** : Marcel MILLOT à Claude LABRO, Angélique ERARD à Jean-Pierre RANCHON, Angélique PASCAL à Christian ROUCHET

**Secrétaire de séance** : Madame Dominique ROUX-BARBAUD

**Rapporteur** : Monsieur Claude LABRO

Le maire rappelle que l'association « Les Restaurants du cœur » basée à Sault souhaite s'installer dans le local situé route des Cartouses, à côté d'AUDICCE.

Il est donc nécessaire de modifier la convention actuelle d'occupation du local des Harkis.

Il est proposé de louer ce nouveau local communal comprenant 3 pièces pour une surface de 47 m<sup>2</sup>, un garage et un jardin clos :

- Pour une durée de 3 ans puis cette convention sera renouvelable tous les ans par tacite reconduction ;
- La présente convention est consentie à titre gratuit.

Les charges EAU, ELECTRICITE sont à la charge de l'association qui devra reprendre à son nom le contrat Véolia pour la fourniture d'eau et souscrire pour l'électricité un contrat avec l'opérateur de son choix.

Il est convenu que l'occupant reste le gestionnaire des abonnements utiles à l'exercice de son activité : internet, téléphone.

**Il est proposé au conseil municipal,**

- 1°) **D'APPROUVER** les termes de cette convention tels que présenté ci-dessus,
- 2°) **D'AUTORISER** le maire à signer cette convention qui engage la commune et l'association Les restaurants du cœur de Vaucluse, dont le siège est à Avignon, représentée par Bernard MAGRON.
- 3°) **DE S'ENGAGER** à prévoir les crédits nécessaires et à prélever la dépense engagée sur le Budget principal de la commune, pendant toute la durée de cette convention.

Cet acte peut faire l'objet de recours contentieux comme suit :

**Contrôle du représentant de l'ETAT** : Le présent acte peut être déféré en procédure normale devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par le Représentant de l'ETAT exerçant un contrôle de légalité a posteriori.

**Recours des tiers** : Toute personne physique ou morale peut exercer un recours pour excès de pouvoir (procédure de droit commun), mais elle peut aussi demander au Préfet de saisir le Tribunal administratif. Elle peut aussi saisir dans ce même délai l'autorité locale auteur de l'acte, les services concernés et destinataires de cet acte. Dans tous les cas, la demande doit être faite dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire.

Le droit d'accès et de rectification ( loi n°76-17 du 06/01/1978 - informatique, fichiers et libertés ), s'exerce auprès de la Mairie de Sault-84390 (BP 2) ou auprès du Représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 27/11/2022

Reçu en préfecture le 27/11/2022

Publié le 28/11/2022

ID : 084-218401230-20221124-2022DEL105-DE



4°) **D'AUTORISER** le Maire ou son suppléant à effectuer au nom de la Commune de Sault, toutes démarches et formalités utiles, ainsi qu'à signer ce document contractuel et toutes pièces subséquentes.

**Le CONSEIL MUNICIPAL, siégeant sous la présidence du Maire,  
après avoir pris connaissance de ce dossier,  
Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,  
Après vote à main levée,**

**adopte dans toute sa teneur la présente délibération**



*C. Labro*

<b>Présents = 11 Pouvoirs = 3</b>	<b>POUR = 14</b>	<b>CONTRE : 0</b>	<b>ABSTENTION = 0</b>
<b>NON VOTANTS (n'ayant pas pris part au vote) = 0</b> s'étant retiré lors du vote et ayant quitté la salle de séance au moment du vote ou durant cette délibération			

**Ainsi fait et délibéré en Mairie de SAULT, les Jour, Mois et An susdits - POUR EXTRAIT CONFORME  
signé par le Maire : Claude LABRO, Maire**



*C. Labro*

**Le REPRESENTANT LEGAL DE LA COMMUNE soussigné, certifie et informe sous sa responsabilité :**

- ACTE transmis au contrôle de légalité-Préfecture, le 27/11/2022
  - Notification de cet acte le :
  - Publication de cet acte le : 28/11/2022
  - Acte administratif, exécutoire à partir du : 28/11/2022
- VU, L'AUTORITE COMPETENTE et par délégation,

*C. Labro*

Cet acte peut faire l'objet de recours contentieux comme suit :

**Contrôle du représentant de l'ETAT :** Le présent acte peut être déféré en procédure normale devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par le Représentant de l'ETAT exerçant un contrôle de légalité a posteriori.

**Recours des tiers :** Toute personne physique ou morale peut exercer un recours pour excès de pouvoir (procédure de droit commun), mais elle peut aussi demander au Préfet de saisir le Tribunal administratif. Elle peut aussi saisir dans ce même délai l'autorité locale auteur de l'acte, les services concernés et destinataires de cet acte. Dans tous les cas, la demande doit être faite dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire.

Le droit d'accès et de rectification ( loi n°76-17 du 06/01/1978 - Informatique, fichiers et libertés), s'exerce auprès de la Mairie de Sault-84390 (BP 2) ou auprès du Représentant de l'Etat.